



**PRÉFET  
DE L'INDRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction du développement  
local et de l'environnement  
Bureau de l'environnement

**ARRÊTÉ du 18 OCT. 2024  
mettant en demeure la Société AXEREAL  
ZI de La Martinerie, DIORS**

**AIOT 0010005609**

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
silo de stockages de céréales et autres grains**

**Le Préfet de l'Indre,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 93-E-3370 du 28 décembre 1993 autorisant la société SMT à exploiter un silo de stockage de céréales sur la zone industrielle de la Martinerie à DIORS ;
- Vu le récépissé de déclaration relatif à l'exploitation d'un stockage à plat de céréales daté du 9 juillet 2003 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2007-01-0015 du 4 janvier 2007 prescrivant des mesures de réduction du risque au silo de stockages de céréales et autres grains exploités par la Sté SMT à DIORS et complétant les prescriptions générales applicables à l'établissement ;
- Vu la lettre préfectorale du 26 mars 2013 prenant acte du changement d'exploitant de la société SMT au profit de la société AXEREAL ;
- Vu les lettres préfectorales des 7 septembre 2015, 7 mars 2017 et 9 janvier 2018 mettant à jour le tableau de classement des installations ;
- Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement relatif à l'inspection menée le 9 août 2024, transmis à la préfecture de l'Indre et à l'exploitant le 13 août 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu le courrier en date 20 août 2024 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai de quinze jours dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu la notification faite à l'exploitant le 22 août 2024 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2024 mettant en demeure la Société AXEREAL, ZI de La Martinerie, DIORS ;

Vu le courrier en date du 27 septembre 2027 informant l'exploitant de l'abrogation de l'arrêté du 18 septembre 2024 susvisé et du délai de deux mois imposé par la mise en demeure ;

Vu la notification faite à l'exploitant le 30 septembre 2024 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 9 août 2024, l'inspection des installations classées a constaté que la Société AXEREAL exploite une installation sise ZI de La Martinerie à DIORS présentant un risque d'incendie et d'explosion ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AXEREAL pour son site exploité à la ZI de la Martinerie à DIORS, de respecter les prescriptions des articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant l'absence de délai mentionné dans l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2024 susvisé ;

Considérant que le délai pour respecter les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé est de deux mois ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Abrogation**

L'arrêté préfectoral du 18 septembre 2024 mettant en demeure la Société AXEREAL, ZI de La Martinerie, DIORS est abrogé.

### **Article 2 : Mise en demeure**

La Société AXEREAL, dont le siège social est situé 36 rue de la Manufacture, CS40639, 45 160 OLIVET exploitant un silo de stockages de céréales et autres grains, sis ZI de La Martinerie, 36100 DIORS, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 2 mois**, les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé en :

- levant les non-conformités mises en évidence par le rapport Q18 ;
- produisant un nouveau rapport Q18 ne concluant pas à ce que l'installation présente un risque d'incendie et d'explosion.

### **Article 3 : Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être

engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### Article 4 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### Article 5 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé à M. le Préfet de l'Indre – Place de la victoire et des alliés – CS 80583 – 36 019 CHÂTEAUROUX CEDEX ;
- d'un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires- Direction générale de la prévention des risques – Grande Arche de La Défense - Paroi Sud – 92 055 LA DÉFENSE CEDEX.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

#### Article 6 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à la Société AXEREAL.

Une copie en sera adressée :

- ↳ au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire ;
- ↳ au maire de la commune de DIORS, pour information.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, [www.indre.gouv.fr](http://www.indre.gouv.fr), pendant une durée minimale de deux mois.

#### Article 7 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Indre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,  
la Secrétaire Générale,



Nadine CHAÏB